

## MAJORITÉ

Au fur et à mesure que l'on approche de 2023, année des élections générales au Gabon, les états-majors politiques concoctent leurs stratégies respectives. Au niveau de la Majorité républicaine et sociale pour l'émégence (MRSE), plusieurs membres dudit groupement se demandent dans quelle configuration leur camp va aborder ces échéances.

Page 4

## MONNAIE

Au terme de sa 7e Session extraordinaire, le Comité ministériel de l'Union monétaire d'Afrique centrale (Umac) a annoncé la mise en circulation de la nouvelle gamme de billets de banque pour le 15 décembre prochain dans la zone Cémac. Le processus de retrait des anciens billets se poursuivra jusqu'en 2024.

Page 5

## UNIVERSITÉS

Les élections des nouveaux dirigeants des universités et grandes écoles publiques du Gabon devraient avoir lieu dans les prochaines semaines, plus précisément au mois de décembre. Si le programme proposé par le ministère de l'Enseignement supérieur est validé, ce sera entre autres le 16 pour l'UOB et le 20 pour l'USTM et l'USS.

Page 6

# ACCELERER LE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION

LE chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a lancé, hier au Jardin botanique, et en présence des membres du gouvernement, la 1<sup>re</sup> édition des Journées de l'industriel gabonais (JIG). Cette initiative va rassembler plusieurs acteurs du secteur de l'industrie, et même au-delà, autour du thème "Ancrer le Gabon sur la voie d'un développement industriel inclusif et durable". Outre la visite des stands, les participants auront également droit à des exposés sur des sujets en rapport avec les objectifs visés. **Pages 2&3**



## POUR MOI QUOI...

L'État doit-il continuer à payer des entreprises alors que les travaux ne sont qu'à moitié faits ?

Le cas le plus choquant c'est celui de l'entreprise adjudicataire des travaux du canal inachevé du bassin versant de Nzeng-Ayong. Des travaux officiellement inaugurés mais qui n'ont rien réglé.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'on vit de telles hérésies chez nous. Ne comptons plus le nombre d'écoles, de centres de soins, de loge-

ments sociaux, livrés alors que les travaux n'étaient qu'à 75, 50 voire 30 % seulement de leur exécution. Pour peu qu'une entreprise réalise une villa témoin, un pont coupé-cloué, et annonce au maître d'œuvre que tout est ok, on s'empresse de décaisser les fonds et basta. C'est probablement ce qui s'est passé pour le canal du bassin versant de Nzeng-Ayong prévu jusqu'au débarcadère de ce quartier. L'entreprise adjudicataire a même réussi l'exploit de déplacer la Première ministre pour l'inaugurer et dire qu'elle sait qu'elle n'est qu'à mi-chemin. Elle a touché le magot, les 100 % et puis, après la fête,

elle a fondu dans la nature. Conséquence, avec le retour des premières pluies de la petite saison, voilà le cauchemar des riverains du canal comme si rien n'a été fait. Et c'est l'État que la population pointe du doigt. À qui la faute ? À notre incapacité à surveiller comme du lait sur le feu ces prédateurs toujours prêts à nous piller, et évaluer avec exactitude le coût des travaux réalisés avant d'ordonner...

Que faire ? Puisse ce dernier exemple nous servir désormais de leçon quoi.

...MAKAYA